

L'an deux mille vingt-six, le cinq février, le Conseil de la Communauté de communes Granville Terre et Mer, dûment convoqué par le Président, s'est rassemblé à l'Auditorium du Pôle de l'eau à Saint-Pair-sur-Mer, sous la présidence de Monsieur Stéphane SORRE, Président.

Présents en qualité de titulaire

M. Denis BERTIN	M. Nils HÉDOUIN	Mme Béatrice MAHÉ
M. Jean-Charles BOSSARD	Mme Sophie JULIEN-	M. Miloud MANSOUR
M. Hervé BOUGON	FARCIS	Mme Anne MARGOLLÉ
M. Alain BRIÈRE	M. Jean-Marc JULIENNE	Mme Françoise
M. Michel CAENS	Mme Marine LAPIE	MARGUERITE-BARBEITO
Mme Marie-Claude CORBIN	Mme Annaïg LE JOSSIC	M. Gilles MÉNARD
Mme Valérie COUPEL-	M. Pierre LEBOURGEOIS	M. Alain NAVARRET
BEAUFILS	Mme Patricia LECOMTE	M. Jean-Paul PAYEN
Mme Delphine DESMARS	M. Daniel LÉCUREUIL	M. Michel PEYRE
M. Jérémy DURIER	M. Jean-René LEDOYEN	M. Michel PICOT
Mme Gaëlle FAGNEN	M. Didier LEGUELINEL	M. Alain QUESNEL
Mme Fany GARCION	M. François LEMOINE	Mme Claire ROUSSEAU
M. Emmanuel GIRARD	M. Rémi LERQUIER	Mme Frédérique SARAZIN
Mme Florence GOUJAT	M. Philippe LETENNEUR	M. Stéphane SORRE
Mme Florence GRANDET	Mme Marie-Mathilde LEZAN	M. Yvan TAILLEBOIS
M. François HAREL	Mme Violaine LION	

Présent en qualité de suppléant : M. Laurent FONTAINE ; Mme Martine GUILLAUME ; Mme Isabelle OSMOND.

Procurations : Mme Anne-Lise BEAUJARD à M. Nils HÉDOUIN ; M. Jacques BOUTOUYRIE à M. Hervé BOUGON ; M. Jacques CANUET à Mme Florence GOUJAT ; Mme Catherine HERSENT à M. Daniel LÉCUREUIL ; M. Daniel HUET à M. Alain QUESNEL ; Mme Isabelle LE SAINT à M. Jérémy DURIER ; M. Arnaud MARTINET à M. Alain NAVARRET ; M. Guillaume VALLÉE à Mme Frédérique SARAZIN.

Absents : M. Philippe DESQUESNES ; Mme Sylvie GATÉ ; M. Denis LEBOUTEILLER ; Mme Valérie MELLOTT ; Mme Catherine SIMON ; Mme Nadège THOMASSIN.

Secrétaire de séance : M. Michel CAENS.

Date de convocation et affichage : Vendredi 30 janvier 2026.

Le nombre de conseillers en exercice étant de 61, les conseillers présents forment la majorité.

La Communauté de communes Granville Terre et Mer élabore depuis 2019 son plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi), un document d'urbanisme qui conditionne l'aménagement du territoire en fixant les règles de constructibilité dans les différentes zones (naturelles, agricoles, urbaines ou à urbaniser) qui le composent. Le plan local d'urbanisme intercommunal est voué à devenir le document d'urbanisme de référence pour les 32 communes membres de Granville Terre et Mer, en remplacement des plans locaux d'urbanisme et cartes communales existant à ce jour ou en dotant les communes sans document d'urbanisme à ce jour.

Les paragraphes ci-dessous retracent les différentes étapes de l'élaboration du PLUi, de sa prescription en 2018, à son approbation qui fait l'objet de la présente délibération.

Par délibération n°2018-062 du 29 mai 2018 du Conseil communautaire, la Communauté de communes a prescrit l'élaboration de son plan local d'urbanisme intercommunal, défini les objectifs poursuivis à travers l'élaboration de ce document et arrêté les modalités de la collaboration entre Granville Terre et Mer et ses communes membres. Le Conseil communautaire a ensuite fixé les modalités de concertation avec le public pour toute la durée du projet d'élaboration du projet de PLUi, par sa délibération n°2019-075 du 25 juin 2019.

Afin de décliner les objectifs poursuivis en orientations précises, deux débats sur le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) ont été organisés en Conseil communautaire en 2022 et 2024 (débats actés respectivement par les délibérations n°2022-092 du 30 juin 2022 et n°2024-119 du 28 novembre 2024). Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, ces deux débats ont été précédés de débats organisés au sein des conseils municipaux des communes membres de Granville Terre et Mer.

Après un temps technique permettant de traduire réglementairement les orientations, le Conseil communautaire de Granville Terre et Mer a arrêté son projet de plan local d'urbanisme intercommunal par délibération n°2025-001 du 6 février 2025. Le projet de PLUi a été soumis pour avis aux conseils municipaux des communes du territoire : 1 avis défavorable et 31 avis favorables ont été émis.

Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, la Communauté de communes a procédé au second arrêt de projet de son plan local d'urbanisme intercommunal, par délibération n°2025-063 du 21 mai 2025 du Conseil communautaire.

Le projet de plan local d'urbanisme intercommunal arrêté le 21 mai 2025 a été soumis pour avis aux personnes publiques associées. Aucun avis défavorable n'a été formulé, toutefois certains avis favorables comportaient des réserves, impliquant la nécessité de faire évoluer le projet de PLUi en vue de son approbation.

Par arrêté n°2025-013-UR du 1^{er} septembre 2025, le Président de Granville Terre et Mer a prescrit l'organisation d'une enquête publique unique portant sur l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal et l'abrogation des cartes communales encore en vigueur sur le territoire, à savoir celles de Folligny, le Mesnil-Aubert, Muneville-sur-Mer et Saint-Sauveur-la-Pommeraye.

L'enquête publique s'est déroulée du 22 septembre au 24 octobre 2025 et a permis une forte participation des citoyens : 324 personnes ont été reçues lors des 20 permanences de la commission d'enquête, et 407 contributions, remarques ou demandes ont été formulées lors de l'enquête, dont certaines appellent une évolution du projet de PLUi.

À l'issue de l'enquête, la commission a émis en date du 25 novembre 2025 un avis favorable concernant l'abrogation des cartes communales encore en vigueur sur le territoire ; et un avis favorable assorti de recommandations et des réserves concernant l'élaboration du PLUi. Les réserves relatives à l'élaboration du PLUi sont les suivantes :

1. *Qu'au niveau des consommations d'ENAF et de la construction de logements, un système de suivi des valeurs cibles soit mis en place au fil de l'eau, à la fois a posteriori avec un faible*

retard, et en prévisionnel avec des valeurs annuelles temporalisées, et que soit prévu un système de mesures correctives en cas de dérapage

2. Que la CC GTM respecte l'ensemble des engagements pris en réponses aux différentes interrogations ou observations émises à l'encontre du projet.

Le plan local d'urbanisme intercommunal arrêté le 21 mai 2025 a donc évolué pour tenir compte des avis émis par les communes, les personnes publiques associées, des demandes formulées lors de l'enquête publique et des réserves de la commission d'enquête.

Ces modifications présentées dans le tableau annexé à la présente délibération, ne portent pas atteinte à l'économie générale du projet et ne remettent pas en question les éléments fondamentaux ayant fait l'objet de la concertation avec le public ni les orientations du projet d'aménagement et de développement durables.

Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, les modifications ont été présentées en conférence intercommunale des maires du jeudi 22 janvier 2026, en prévision de l'approbation du plan local d'urbanisme intercommunal.

L'entrée en vigueur du plan local d'urbanisme intercommunal entraîne de facto une abrogation des plans locaux d'urbanisme qu'il a vocation à remplacer. Cela n'est toutefois pas le cas pour les cartes communales qui ne relèvent pas du même régime juridique. Ainsi, il est nécessaire de procéder à l'abrogation des cartes communales de Folligny, le Mesnil-Aubert, Muneville-sur-Mer et Saint-Sauveur-la-Pommeraye.

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.153-11 à L.153-26 et R.153-2 à R.153-10 ;

VU le schéma de cohérence territoriale du Pays de la Baie du Mont-Saint-Michel approuvé le 29 décembre 2025

VU la délibération n°2018-062 du 29 mai 2018 du Conseil communautaire de Granville Terre et Mer prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal ;

VU la délibération n°2022-082 du 30 juin 2022 du Conseil communautaire de Granville Terre et Mer actant la tenue d'un premier débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, ainsi que les délibérations actant la tenue de débats dans les conseils municipaux des 32 communes de Granville Terre et Mer entre le 4 mai 2022 et le 27 juin 2022 ;

VU la délibération n°2024-119 du 28 novembre 2024 du Conseil communautaire de Granville Terre et Mer actant la tenue d'un second débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, ainsi les délibérations actant la tenue de débats dans les conseils municipaux de 29 communes de la communauté de communes Granville Terre et Mer entre le 4 septembre et le 15 novembre 2024 ;

VU les délibérations n°2025-001 du 6 février 2025 et n°2025-063 du 21 mai 2025 du Conseil communautaire de Granville Terre et Mer portant arrêt du projet de plan local d'urbanisme intercommunal ;

VU les avis exprimés par les communes membres de Granville Terre et Mer, les services de l'État et les personnes publiques associées sur les deux arrêts de projet susmentionnés ;

VU l'arrêté n°2025-013-UR du 1^{er} septembre 2025 du Président de la Communauté de communes prescrivant l'enquête publique unique portant sur le projet de plan local d'urbanisme intercommunal de la communauté de communes Granville Terre et Mer et l'abrogation des cartes communales en vigueur sur les communes de Folligny, le Mesnil-Aubert, Muneville-sur-Mer et Saint-Sauveur-la-Pommeraye ;

VU les remarques, demandes et observations exprimées par les personnes concernées par le projet de plan local d'urbanisme intercommunal de la communauté de communes lors de l'enquête publique ;

VU les conclusions et avis de la commission d'enquête publique en date du 25 novembre 2025, exprimant un avis favorable à la fois sur le projet d'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal de Granville Terre et Mer et sur l'abrogation des cartes communales susmentionnées ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'apporter au dossier de plan local d'urbanisme intercommunal arrêté le 21 mai 2025 des modifications pour tenir compte des avis émis par les communes, les personnes publiques associées, des observations du public, et du rapport et des conclusions de la commission d'enquête ;

CONSIDÉRANT que lesdites modifications n'ont pas pour conséquence de porter atteinte à l'économie générale du projet ;

CONSIDÉRANT que lesdites modifications ont fait l'objet d'une présentation en conférence intercommunale des maires du jeudi 22 janvier 2026 ;

CONSIDÉRANT que le projet de plan local d'urbanisme élaboré est de nature à concilier les différents objectifs fixés par le législateur, qui s'imposent en la matière aux collectivités publiques conformément aux articles L.101-1 et suivants du code de l'urbanisme ;

CONSIDÉRANT donc que le projet de plan local d'urbanisme intercommunal, tel qu'il est présenté au conseil communautaire et annexé à la présente délibération est prêt à être approuvé conformément à l'article L153-21 du code de l'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que l'instauration de plan local d'urbanisme intercommunal rend caduques les cartes communales encore en vigueur sur le territoire, à savoir celles de Folligny, le Mesnil-Aubert, Muneville-sur-Mer et Saint-Sauveur-la-Pommeraye ;

CONSIDÉRANT donc qu'il convient d'abroger les cartes communales susmentionnées ;

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

A L'UNANIMITÉ (dont 3 abstentions : Mme Delphine DESMARS ; M. Michel PICOT ; M. Yvan TAILLEBOIS)

- **APPROUVE** le plan local d'urbanisme intercommunal de Granville Terre et Mer, tel qu'il est annexé à la présente délibération ;
- **ABROGE** les cartes communales de Folligny, le Mesnil-Aubert, Muneville-sur-Mer et Saint-Sauveur-la-Pommeraye ;

PRÉCISE que l'abrogation des cartes communales prendra effet le jour où le plan local d'urbanisme intercommunal deviendra exécutoire selon les conditions définies à l'article L.153-23 du code de l'urbanisme ;

- **DONNE** tout pouvoir au Président aux fins d'exécution de la délibération.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

050-200042604-20260205-2026-002-URB-DC-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/02/2026

Document signé électroniquement

Stéphane SORRE
Président

